

Les Cahiers des Dix



Propos de bibliophile

Victor Morin, LL.D., M.S.R.C.

Numéro 18, 1953

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080048ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080048ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, V. (1953). Propos de bibliophile. *Les Cahiers des Dix*, (18), 17-44.
<https://doi.org/10.7202/1080048ar>

Propos de bibliophile

Par VICTOR MORIN, LL.D., M.S.R.C.

Le Canada d'expression française était pratiquement inconnu en Europe avant la première guerre mondiale (1914-1918). Les érudits pouvaient discourir avec plus ou moins de précision sur quelques aspects de son existence, mais le peuple moyen ne connaissait que vaguement les « quelques arpents de neige » d'une « possession anglaise » située « quelque part » entre les Etats-Unis et le Pôle Arctique, évangélisée par des missionnaires et habitée par des naturels plus ou moins civilisés, sinon quelque peu cannibales au besoin !

Aussi l'hébahissement fut-il grand dans les provinces de France lorsqu'on vit un jour arriver un régiment de belle mine, revêtu de l'uniforme anglais, mais qu'on aurait cru composé de gars normands, jurant en « vrai » français avec un vocabulaire égal, sinon supérieur, à celui des pioupious du papa Joffre, mais avec une connaissance encore plus étendue que la leur des sacramentaux de la religion catholique, et excellant à culbuter les Allemands avec une *furia* vraiment *francese*. C'était le XXIIème canadien-français qui courait à l'immortalité vers les hauteurs de Vimy, de Courcellette et autres lieux et qui devait renouveler ses exploits vingt-cinq ans plus tard au tournant de la seconde guerre, en claironnant les premières notes de la victoire sur les côtes de Normandie.

Mais la plus frappante révélation du Canada français devait se manifester pacifiquement en France après l'armistice du 11 novembre 1918, par la diffusion d'un modeste bouquin écrit par un jeune Français de talent, attiré au Canada par la curiosité de l'inconnu avec la détermination d'y communier à la vie des colonisateurs français de ce vaste pays, afin de raconter la grandeur de leur tâche en des pages immortelles ! On a reconnu, dans ce jeune écrivain, Louis Hémon, auteur de *Maria Chapdelaine* dont les éditions, traduites en vingt-sept

langues, y compris celles des descendants de Sem, ont dépassé le million d'exemplaires,⁽¹⁾ et dont la publication originale constitue en elle-même un véritable roman.

A la suite de fortes études à Paris et de quelques succès littéraires, Louis Hémon fit un long séjour en Angleterre pour en apprendre la langue; il y écrivit quelques essais et y contracta mariage avec une Irlandaise qui mourait prématurément en donnant le jour à une fille.⁽²⁾ Sa nature aventureuse et pratique l'attirait cependant vers le Canada, ce pays d'allégeance britannique mais de fondation française où le souvenir « qui ne meurt pas » s'était conservé dans toute sa pureté.

Il arrivait à Montréal au mois d'octobre 1911 et, dès ses premiers contacts avec le peuple canadien-français, il fut profondément ému de son attachement à sa langue, à sa foi, à ses traditions françaises. Sa décision était aussitôt prise : il étudierait du plus près possible l'âme de ce peuple et écrirait un livre qui ferait briller l'immortalité de la sève colonisatrice de France. La ville de Québec, avec son architecture normande, ses rues étroites, ses « calèches » et le parler vieillot de ses habitants de langue française, l'avait profondément séduit. Aussi publiait-il dans *La Patrie*, à Montréal, dès le 12 janvier 1912, un article sur *Québec, ville française* et se mettait-il aussitôt à rechercher quelle région de colonisation serait la plus propice à ses études de moeurs. C'est ce qui le conduisit à Périhonka où il prit du service au modeste salaire de *huit dollars* par mois chez

(1) Cf. *Confidences sur Maria Chapdelaine*, par Bernard Grasset, éditeur, et notes du journal *Le Temps* en 1934.

(2) L'auteur du présent article, chargé en 1922 par la *Société des Amis de Maria Chapdelaine* de choisir en France l'endroit le plus propice à l'érection d'un monument ou à l'apposition d'une plaque commémorative destinée à honorer la mémoire de Louis Hémon, rendait visite, en compagnie de son ami l'artiste J.-B. Lagacé, à Madame veuve Félix Hémon et à Mesdemoiselles Marie et Lydia Hémon, mère, soeur et fille de l'écrivain, demeurant ensemble à Quimper en Bretagne. C'est d'elles qu'il apprenait une notable partie des renseignements qui sont ici consignés; la plupart des autres lui ont été fournis par Louvigny de Montigny qui s'est consacré dès l'origine à la diffusion de *Maria Chapdelaine* et il en a trouvé d'autres, encore inédits, que Margaret-K. Zieman a recueillis sur place à Périhonka avec photographies de lieux et personnages et publiés, sous le titre de *Louis Hémon : Vagabond Genius* dans le *MacLean Magazine* du 15 juin 1953. Merci à ces divers collaborateurs.

Samuel Bédard, travaillant gauchement sur la ferme avec ces rudes colons,⁽³⁾ causant avec eux, observant leurs moeurs patriarcales, admirant la fruste nature boréale de la région et résumant ses impressions dans un calepin, le soir, à la clarté de la lampe dans l'appentis où il couchait.

Après avoir consacré les trois mois d'été à ses observations, il se retirait au village de Saint-Gédéon pour y coordonner ses notes, puis se mêlait aux travailleurs de la forêt à Kénogami et revenait à Montréal où il obtenait une fonction de traducteur dans la maison de feronnerie Lewis, sur la rue Bleury, avec privilège d'utiliser le claviraphe après ses heures de bureau. C'est là qu'il rédigea ces pages émouvantes où Samuel Bédard et sa femme Laura Bouchard, devenus *Samuel et Laura Chapdelaine*, dévoilent chaque jour à nos yeux charmés la simplicité majestueuse du colon canadien, son attachement au sol nourricier et son respect des traditions ancestrales, tandis qu'Eva Bouchard, institutrice et soeur cadette de Laura, imprime un cachet indélébile à la thèse patriotique de l'oeuvre en fermant les yeux, sous le nom de *Maria Chapdelaine* (la brave et sainte Maria), au mirage factice de la vie des grandes villes et clôt le livre en déclarant : « *Nous sommes venus il y a trois cents ans et nous sommes restés.... Ceux qui nous ont menés ici pourraient revenir parmi nous sans amertume et sans chagrin, car s'il est vrai que nous n'avons guère appris, assurément nous n'avons rien oublié.... Ici, toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées, intangibles et qui devront demeurer jusqu'à la fin.... Au pays de Québec, rien n'a changé. Rien ne changera, parce que nous sommes un témoignage. De nous-mêmes et de nos destinées, nous n'avons compris clairement que ce devoir-là : persister... nous maintenir... Et nous nous sommes maintenus, peut-être afin que dans plusieurs siècles encore le monde se tourne vers nous et dise : Ces gens sont d'une race qui ne sait pas*

(3) Il ne savait même pas comment atteler un cheval, chose impardonnable aux yeux de ces braves gens.

mourir !.... Nous sommes un témoignage.... Au pays de Québec, rien ne doit mourir et rien ne doit changer ! »⁽⁴⁾

Hémon envoyait aussitôt son manuscrit à Paris, au journal *Le Temps* qui le soumettait à son comité de lecture, et il en expédiait un double à sa soeur Marie qui avait accepté la charge d'intermédiaire de sa publicité, mais il n'eut pas la satisfaction d'en voir la publication, car il se dirigeait bientôt vers un nouveau champ d'observation; l'Ouest canadien l'attirait irrésistiblement par la grandeur infinie de ses horizons. Fidèle à son habitude de partager le mode de vie de ses personnages, il marchait avec un compagnon sur la voie ferrée près du village de Chapleau, dans le nord de l'Ontario, lorsqu'il fut frappé à mort par un convoi le 8 juillet 1913 et inhumé dans le modeste cimetière de l'endroit.⁽⁵⁾

Le Temps lui avait accusé réception de son envoi, mais cette lettre était revenue avec la triste mention administrative « Décédé » et, comme le Comité de lecture avait accordé ses suffrages à *Maria Chapdelaine*, le journal en faisait la publication en feuilleton aux mois de janvier et février 1914. Intrigué par le mérite littéraire et la sincérité de cette oeuvre si franchement canadienne, Louvigny de Montigny, chef de traduction au Sénat et correspondant au Canada de la Société des Gens de Lettres de France, fait des recherches au sujet de cet auteur inconnu jusqu'ici, entre en correspondance avec sa famille, obtient l'autorisation d'en faire la publication en volume et réussit, après de nombreux échecs, à y intéresser, en 1916, le publiciste J.-A. Lefebvre, de Montréal, moyennant cession des droits d'auteur et réserve de 100 exemplaires portant le nom d'édition de la maison Delagrave à Paris pour la famille Hémon.

(4) Il est curieux de rapprocher cette affirmation de la prophétie faite par l'écrivain anglais Toynbee dans la revue *Atlantic Monthly* il y a quelques années, à l'effet qu'un jour (dont l'époque est encore indéterminée, cela va sans dire) les forces dirigeantes de l'univers se partageront en deux groupes, l'Oriental ou Sémitique, dirigé par les Chinois, et l'Occidental ou Japhétique, à la tête de qui se trouveront... les Canadiens français !

(5) La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, ayant fait des recherches pour trouver le lieu de sa sépulture, y fit ériger une pierre tombale avec inscription commémorative en 1920.

Ce livre reçut un excellent accueil, non seulement au Canada mais en France où des offres avantageuses de publication firent regretter à M. Félix Hémon, père de l'auteur, d'avoir si hâtivement disposé des droits d'auteur. Prié de faire enquête à ce sujet, de Montigny constata que l'éditeur Lefebvre avait négligé de remplir une formalité enfantine qui exigeait le dépôt de trois exemplaires *reliés* de l'ouvrage au ministère, alors qu'il s'était borné à n'en transmettre que des volumes brochés, de sorte que son enregistrement n'avait jamais été régulièrement complété. «*Pour un point, Martin perdit son âne* » dit le proverbe populaire; l'éditeur Grasset offrait à la famille Hémon un traité qui lui assurait des rentes substantielles pour les éditions futures de *Maria Chapdelaine*, y compris ses traductions; il fit enregistrer ses droits avec toutes les formalités requises et une simple négligence fit perdre à Lefebvre le fruit du beau geste qu'il avait fait en prenant le risque de publier un livre destiné à l'immortalité.

* * *

Puisque *Maria Chapdelaine* évoque la tradition ancestrale du Canada français, remontons tout d'abord à l'époque de la naissance de notre patrie quatre siècles auparavant.

Sous le régime français (1534-1760), les fondateurs de ce pays furent presque constamment occupés à se défendre contre les attaques répétées d'un ennemi insaisissable, en même temps qu'à pourvoir aux besoins matériels de l'existence; ils n'avaient guère le temps de se livrer aux travaux intellectuels. Quelques esprits d'élite, surtout chez les missionnaires évangélisateurs, trouvaient cependant le moyen d'y consacrer quelques heures pendant les longues soirées d'hiver; mais comme Sa Majesté Très Chrétienne se refusait à l'établissement d'imprimeries éloignées de son contrôle, les manuscrits de ses fidèles sujets ne pouvaient se publier qu'en France et avec le « *privilege du Roi* ». Inutile de dire que les éditions « *princeps* » de la plupart de ces oeuvres séculaires, publiées à faible tirage et exposées à tous les risques de destruction au cours des années, sont extrêmement

rare aujourd'hui. On lira sans doute avec intérêt quelques notes sur les plus recherchées d'entr'elles; mais il va de soi que les plus importantes ont été réimprimées.

La relation du premier voyage de découvertes de Jacques Cartier au Canada en 1534 ne fut publiée, sur le manuscrit de l'auteur, qu'en 1598, soit *cinquante-trois ans* après la publication de la relation du *deuxième voyage*. Elle a pour titre : *Discours du voyage fait par le capitaine Jacques Cartier en la Terre-Neuve de Canadas dite Nouvelle-France, en l'an mil cinq cents trente-quatre* et elle était accompagnée d'un petit lexique de la langue des Indiens de ce pays. Elle a été imprimée par Raphaël du Petit Val, à Rouen, mais on n'en connaît qu'un seul exemplaire qui ait résisté aux outrages du temps et qui se trouve à la Bibliothèque Nationale de France, à Paris.

Il est cependant curieux d'observer qu'une traduction italienne de cet ouvrage fut faite par Ramusio en 1556 et publiée avec une traduction du *deuxième voyage* (celui de 1535), en 1563, et celui de Verazzano, et qu'une autre traduction en fut faite en langue anglaise, avec une relation du *troisième voyage*, par John Florio, et publiée à Londres en 1580; elle est incluse dans les *Principal Navigations* de Hakluyt.

Mais la plus ancienne publication d'ouvrages relatifs au Canada est celle du *deuxième voyage* de Jacques Cartier en ce pays, accompli en 1535 et dont la relation fut imprimée à Paris en 1545. Elle porte le titre de *Brief récit et succincte narration de la navigation faicte ès isles de Canada, Hochelaga et Saguenay et autres, avec particulières moeurs, langage et cérémonies des habitans d'icelles; fort délectable à veoir*; elle porte l'imprimatur de rigueur « avec privilège » et l'on n'en connaît également qu'un seul exemplaire qui se trouve au Musée Britannique de Londres. Cette édition porte en outre la mention : « On les vend à Paris au second pillier en la grande salle du Palais et en la rue Neuve Notre dame, à l'enseigne de l'escu de France par Ponce Roffet dict Faucheur et Anthoine Leclercq frères ». On peut constater, par la longueur de ce titre, qu'on ne lésinait pas à cette

époque pour indiquer au lecteur ce qu'il trouverait dans le livre qu'on lui offrait en vente, alors qu'aujourd'hui l'auteur semble s'évertuer à créer du mystère autour du titre qu'il choisit.

Les éditions originales de ces ouvrages étant des trésors inaccessibles au commun des mortels, la Librairie Tross, de Paris, en a heureusement fait d'excellentes ré-impressions qu'on peut consulter sans risque de s'en voir refuser l'accès par un cerbère impitoyable. La première reproduction qu'elle en a faite est celle du *Deuxième Voyage*, qu'elle a publiée en 1863 en ré-impression « figurée » de l'édition de 1545 avec une savante introduction par M. D'Avezac et des notes, variantes, corrections et additions basées sur les trois manuscrits évidemment écrits par des membres de l'équipage du découvreur. La seconde reproduction est celle du *Premier Voyage* de Jacques Cartier en 1534 qui ne fut imprimé sur son manuscrit qu'en 1598.

Les détails de rédaction et de publication que nous avons signalés dans les deux volumes de *Voyages* de Jacques Cartier sont encore amplifiés dans la publication, en 1559, des *Voyages aventureux du capitaine Jan Alfonse, saintongeois. Avec privilège du Roy. A Poitiers, au Pélican, par Jean de Marneuf*, qui se termine en disant : « *Fin du présent livre, composé et ordonné par Jan Alfonse, pilote expérimenté es choses narrées en ce livre, natif du pays de Xaintonge près la ville de Cognac. Fait à la requeste de Vincent Aymard, marchand du pays de Piedmont, escrivant pour lui Maugis Vuménot, marchand d'Honfleur. Ce livre a esté ainsi ordonné par Olivier Bisselin, homme très expert à la Mer. Et achevé d'imprimer à la fin du mois d'Avril en l'an mil cinq cens cinquante-neuf* ». Si les romanciers à la mode, qui s'attribuent de nos jours la paternité (et surtout les droits d'auteur) des livres à jets répétés qu'ils font écrire par leurs « nègres » inconnus, avaient le même scrupule, combien de pauvres bougres talentueux ne sortiraient-ils pas de l'obscurité ?

Les *Oeuvres de Champlain* ont été publiées en diverses éditions de son vivant, depuis 1603 jusqu'à 1633. Celles de 1613 et de 1632 sont considérées les meilleures; elles ont été réimprimées en six vo-

lumes avec caractères *fac-simili* des originaux, par les soins de l'abbé Laverdière, en 1870, aux ateliers d'Augustin Côté à Québec. C'est un des chefs-d'oeuvre de l'imprimerie canadienne.

Comme toutes les initiatives courageuses, la fondation de Montréal n'a pas manqué de soulever de violentes critiques; on la qualifiait en France de « folle entreprise » en disant qu'elle exposait inutilement la vie de braves colons au sein de peuplades féroces et l'on sait que, même au Canada, le gouverneur de Montmagny voulait retenir à Québec la précieuse colonie destinée à Montréal. On en vint même à mettre en doute la pureté d'intention de la *Société de Notre-Dame de Montréal* en lui attribuant des motifs intéressés dans cette fondation, etc., si bien que ses membres finirent par juger nécessaire de faire une mise au point en publiant, dès 1643, *Les véritables motifs de Messieurs et Dames de la Société Notre-Dame de Montréal pour la conversion des sauvages de la Nouvelle-France*. Cette vigoureuse réplique, dont la rédaction est attribuée à l'éminent M. Olier, fondateur de la Compagnie de Saint-Sulpice et collaborateur de M. de la Dauversière dans la fondation de Montréal, forme un livre in-4 de 3-127 pages dont les exemplaires sont de la plus extrême rareté.⁽⁶⁾ L'éclectique collectionneur de Canadiana, James C. McCoy, avait réussi, après d'inlassables recherches, à s'en procurer un qui passait ensuite dans la collection du bibliophile W.-P. Whitton et fut finalement acquis par la Bibliothèque Civique de Montréal pour enrichir sa collection Gagnon. La Société Historique de Montréal nous en a reproduit le texte avec une introduction de son président, l'abbé H.-A. Verreau, une liste des membres de la Société de Notre-Dame de Montréal, une liste des premiers colons et diverses notes du commandeur Viger, dans la IX^{ème} livraison de ses *Mémoires* publiée en 1880.

Un pionnier du Canada français, Pierre Boucher, gouverneur des Trois-Rivières, fondateur et seigneur de Boucherville, écrivit, à la de-

(6) Voir l'analyse que l'auteur de cet article en a faite dans une étude présentée, à titre de discours présidentiel, au Congrès de la Société Canadienne d'Histoire de l'Eglise Catholique à Saint-Hyacinthe en 1942 et publiée en brochure, à cent exemplaires, l'année suivante sous le titre de *Ville Mystique*.

mande de Louis XIV, une *Histoire Véritable et naturelle des Mœurs et Productions du Pays de la Nouvelle-France, vulgairement dite le Canada*, qui fut publiée à Paris « chez Florentin Lambert, rue Saint-Jasques, vis-à-vis Saint-Yves, à l'image Saint-Paul », en 1664 et, cette même année, le Père Jésuite François Du Creux (*Creuxius*) publiait, en latin, une *Historia Canadensis, seu Novae Franciae, Libri Decem, ad annum usque Christi MDCLVI*. C'est dans ce dernier ouvrage qu'on trouve la fameuse gravure du martyr des Pères de Brébeuf et Lallemant qu'on a séparément reproduite en si grand nombre d'exemplaires.

En effet, les lettrés se servaient couramment de la langue latine à cette époque, tant dans leurs écrits que dans leurs dissertations; c'était le truchement ordinaire de communication entre les membres du clergé catholique des divers pays; c'était l'organe d'expression des thèses casuistiques et des plaidoiries judiciaires; c'était celui des érudits qui ont doué notre langue d'un si grand nombre de mots techniques en désinences latines. Ainsi, l'ouvrage du savant Docteur Cornut sur les plantes canadiennes, publié à Paris en 1635 et parsemé de nombreuses illustrations en taille douce, porte-t-il comme titre : *Jac Cornuti Doctoris Medici Parisiensis Canadensium plantarum aliarumque nondum editarum Historia. Cui adjectum est ad Calcem Euchiridion Botanicum Parisiense, Continens Indicem Plantarum quae in Pagis, Silvis, Pratis & Montosis, juxta Parisios locis nascuntur....* tout un résumé du volume en latin, quoi !

Parmi les explorateurs, missionnaires, officiers des troupes, fonctionnaires et autres personnalités qui ont fait des séjours plus ou moins longs en Nouvelle-France, plusieurs ont écrit des relations de leurs voyages, descriptions du pays et récits historiques, sous forme de lettres ou de volumes qui ont été publiés en France et ont créé beaucoup d'intérêt. Tels sont les ouvrages du Frère Sagard-Théodat et des Pères Hennepin et Leclercq, tous trois Récollets, ceux du Père Charlevoix, Jésuite, les lettres de la Mère Marie de l'Incarnation, supérieure des Ursulines à Québec, les descriptions de Nicolas Denys,

gouverneur de l'Acadie, les relations des découvertes et voyages de La Salle par ses compagnons Joutel et Tonti, et nombre d'autres. Mais il en est deux à qui nous devons une mention spéciale : ce sont Marc Lescarbot, collaborateur de Champlain en Acadie, et le baron de La Hontan, aventurier quelque peu gascon en Nouvelle-France et raconteur de voyages parfois réels mais souvent imaginaires.

Lescarbot, avocat au Parlement de Paris, poète, auteur dramatique et historien, accompagnait les sieurs de Poutrincourt, de Monts et Champlain à Port-Royal en Acadie où il vécut en leur compagnie de juillet 1606 à juillet 1607.⁽⁷⁾ Son esprit inventif et sa gaieté contribuèrent puissamment à leur rendre la vie agréable en cet endroit désert au cours de l'hiver de 1606-1607 et c'est à lui que Champlain dut, en bonne partie, l'institution du fameux *Ordre de Bon Temps* dont il nous a laissé une si piquante description. Pour accueillir son ami Champlain au retour d'un voyage aux Indes Occidentales, il écrivit *Le Théâtre de Neptune*, pièce maritime où l'on voit le dieu mythologique, armé de son trident et escorté de sa cour, s'avancer dans les flots au devant du voyageur. Mais son oeuvre principale consiste en une *Histoire de la Nouvelle-France contenant les navigations, découvertes et habitations faites par les Français ès Indes Occidentales et Nouvelle-France, sous l'avoëu et autorité de noz Rois très chrétiens et les diverses fortunes d'iceux en l'exécution de ces choses, depuis cent ans jusques à hui*. Cet ouvrage en trois volumes, publié avec cartes chez Jean Milot, libraire à Paris, fut plusieurs fois réédité et traduit en plusieurs langues; il est suivi des *Muses de la Nouvelle-France*, recueil de poésies qui contient principalement des odes et sonnets dédiés à ses compagnons distingués et une « ode pindarique » présentée à Sa Majesté en novembre 1607.

La Hontan, troisième baron de Lom d'Arce, fit trois séjours en

(7) Une reconstitution exacte de leur "abitation" a été faite en 1941, grâce à l'initiative de Madame Biron-Richardson, une Américaine de Boston, éprise de l'histoire acadienne, et aux efforts combinés du Dr Webster et du colonel Eaton, à l'endroit même où elle s'élevait, à Lower Granville, sur la baie d'Annapolis en Nouvelle-Ecosse, d'après les plans dressés par Champlain.

Nouvelle-France, de 1683 à 1693, et vécut successivement à Québec, île d'Orléans, Montréal, Chambly, Boucherville, fort Frontenac (Kingston), Saint-Joseph du lac Erié dont le commandement lui fut confié et Michillimakinac. C'est dans ce dernier endroit qu'ayant appris par Joutel les péripéties de l'expédition de La Salle sur le Mississipi, il écrivit et publia dans ses *Mémoires* la relation imaginative d'une expédition qu'il prétendit avoir faite en compagnie de ses soldats et de cinq guides indiens sur la « Rivière Longue » en 1688-89. Il a publié trois volumes à La Haye, chez les Frères L'Honoré, en 1703, où il est difficile de distinguer le réel du fantastique et qui sont respectivement intitulés :

a) *Nouveaux voyages de Mr le baron de La Hontan dans l'Amérique Septentrionale, qui contiennent une relation des différents Peuples qui y habitent; la nature de leur Gouvernement; leur Commerce, leurs Coutumes, leur Religion et leur manière de faire la Guerre. L'intérêt des François et des Anglois dans le Commerce qu'ils font avec ces Nations; l'avantage que l'Angleterre peut retirer dans ce Pays étant en Guerre avec la France. Le tout enrichi de Cartes et de Figures. Tome premier.*

b) *Mémoires de l'Amérique Septentrionale ou la suite des voyages de Mr le baron de La Hontan, etc. Avec un petit dictionnaire de la langue du Pais.*

c) *Supplément aux voyages du baron de La Hontan où l'on trouve des Dialogues curieux entre l'auteur et un sauvage de bon sens qui a voyagé. (Il nomme ce sauvage Adario, faisant sans doute allusion à Kondiaronk).*

Outre ces ouvrages, qu'on peut qualifier de première importance et dont les éditions originales ne se trouvent guère que dans les grandes bibliothèques, nombre d'auteurs ont également écrit sur l'histoire, l'évangélisation, les voyages, les ressources et les moeurs du pays de la France Nouvelle, mais la série la plus importante des publications qui couvrent tous ces sujets et nombre d'autres se trouve assurément dans les *Relations des Jésuites* envoyées chaque année

depuis 1632 jusqu'à 1673 par le Supérieur de la résidence de Québec au R. P. Provincial de la Compagnie de Jésus en la Province de France.

Ces *Relations*, qu'on attribue généralement au R. P. Supérieur de Québec qui en faisait l'expédition en France, n'étaient pas nécessairement « rédigées » mais simplement « envoyées » par lui. Elles racontent principalement les progrès de l'évangélisation des Sauvages du Canada, tout comme celles qui étaient envoyées de la Chine, du Japon et autres pays sous forme de « Lettres édifiantes et curieuses écrites des Missions Etrangères » et elles racontaient en même temps les événements importants qui s'y passaient, avec des renseignements sur les progrès de la colonisation, le développement des ressources naturelles du pays, l'expansion de ses découvertes, en un mot tous les sujets qui pouvaient intéresser la mère-patrie sur son nouveau domaine. Elles partaient par le dernier bateau en destination de France à l'approche de l'hiver et relataient tout ce qui s'était passé d'important depuis le départ du dernier bateau l'année précédente.

On s'est souvent demandé pourquoi cette intéressante série avait soudainement pris fin en 1673; en voici la raison. Les missionnaires de Chine différaient d'avis sur l'attitude à prendre envers leurs néophytes au sujet de certaines pratiques mi-religieuses et mi-profanes du culte des ancêtres et surtout des enseignements de Confucius, les uns jugeant qu'il y avait lieu de les combattre comme entachées d'idolâtrie, tandis que les autres croyaient qu'il était préférable de les tolérer comme anodines afin de ne pas s'aliéner les esprits. Les Jésuites avaient adopté cette dernière ligne de conduite et les *Relations* qu'ils envoyaient à leurs supérieurs, tout comme leurs confrères canadiens, traduisaient cette attitude, mais on finit par s'en inquiéter à Rome et, sur une recommandation de la Congrégation de l'Inquisition, le pape Clément X émit un bref défendant de publier quoi que ce soit sur les missions sans une permission écrite de la Congrégation de la Propagande, sous peine d'excommunication.

La défense ainsi faite en termes généraux s'appliquait aux *Relations* du Canada tout autant qu'à celles d'Extrême Orient mais la re-

vendication des « libertés gallicanes » à cette époque créait un conflit entre les autorités françaises et romaines que Louis XIV traduisit en *ordonnant* la publication des Relations de la Nouvelle-France dans son royaume sans s'occuper du *visa* de Rome, en invoquant les avantages matériels que la France en retirait par l'expansion de son commerce en raison de la bonne publicité que ces Relations lui créaient.

Dans cette impasse, le Père LaChaise, confesseur du roi, finit par obtenir de son royal pénitent le retrait de son ordonnance de publication, mais pour ne pas encourir les foudres ecclésiastiques en ignorant le *visa* de la Propagande, le Provincial de France décida de suspendre la publication des Relations de la Nouvelle-France qui cessa de fait en 1673. Elles sont depuis lors restées en manuscrit, sauf le fait qu'en 1861 la librairie Dauniol a publié deux petits volumes intitulés *Relations inédites de la Nouvelle-France (1672-1679) pour faire suite aux anciennes relations de 1615-1672.*⁽⁸⁾

Ces Relations originales sont de grande rareté. Tirées à petit nombre d'exemplaires, plusieurs d'entre elles ont été réimprimées dès l'origine afin de satisfaire les demandes de la clientèle. L'Université Laval de Québec en possède une série de chaque année sauf une et le bibliophile W.-P. Whitton, de Hamilton, en comptait trente-huit qui ont été acquises par la Bibliothèque de Montréal pour enrichir sa collection Gagnon. Mais le prince des collectionneurs est assurément sous ce rapport J.-C. McCoy, de Grasse (Alpes Maritimes, en France) qui a publié la liste de ses trésors bibliographiques où l'on compte *quatre-vingt-une* de ces Relations originales et de leurs variantes en impressions successives.

Le gouvernement du Bas-Canada a fait faire une réimpression de toutes ces Relations par l'éditeur-imprimeur Augustin Côté à Québec en 1858. Elle est contenue dans trois forts volumes in-8, comprenant une table analytique, préparée par l'abbé Laverdière, qui fa-

(8) Notons ici que la date de 1615 se rapporte à l'arrivée des Pères Récollets comme missionnaires en ce pays. Les Jésuites les y remplacèrent en 1625 mais ne commencèrent l'envoi régulier de leurs Relations qu'en 1632.

cilite grandement les recherches dans une documentation si abondante. Mais la réimpression la plus intéressante en a été préparée avec une traduction anglaise et des notes copieuses en 73 volumes par R.-G. Thwaites, à Cleveland, aux États-Unis d'Amérique, de 1896 à 1901. C'est la mine la plus précieuse de nos renseignements sur cette période de notre histoire.

* * *

Nous avons dit que toutes les éditions originales de ces ouvrages relatifs à la Nouvelle-France ont été publiées en Europe vu que le roi de France n'avait jamais voulu permettre l'existence d'une imprimerie au Canada. Pourtant le savant naturaliste suédois Peter Kalm, qui visitait notre pays en 1749, déclare vaguement dans sa relation de voyage⁽⁹⁾ : « *Il n'y a pas d'imprimerie maintenant en Canada, quoi qu'il y en ait eu autrefois* ».

Que signifie cette assertion et sur quoi Kalm base-t-il cet « autrefois » ? Il déclare catégoriquement l'absence de toute imprimerie dans ce pays en 1749, mais comment peut-il dire qu'il y en avait eu auparavant ? En a-t-il vu des impressions ou s'est-il contenté d'un vague renseignement ? Aurait-il accueilli sérieusement une de ces supercheries bibliographiques où l'on prétendait que tel ouvrage aurait été imprimé à Québec et vendu sous le manteau comme tel, ou aurait-il simplement découvert chez quelqu'un de ses hôtes un livre publié sans lieu d'impression ni date et qu'il aurait tout bonnement cru avoir été publié ici ? Nous ne pouvons croire que le savant botaniste ait été de cette candeur ! Les débuts de l'imprimerie en Amérique remontent à Mexico en 1536 et sont attribués à un traité religieux intitulé *Escala Spiritual* imprimé en langue espagnole par Juan Pablos. Un siècle s'écoulait ensuite avant que la presse à imprimer ne fit son apparition dans la Nouvelle-Angleterre ; c'est Stephen Daye

(9) *Resa till Norra America*, etc. Stockholm 1753-1761, publiée en trois volumes in-4, traduite en hollandais, en allemand et en anglais, analysée et traduite en français par L.-W. Marchand, greffier de la Cour d'Appel à Montréal et publiée aux 7e et 8e livraisons des *Mémoires de la Société Historique* de cette ville en 1880.

qui l'inaugurait à Cambridge en 1640 avec un livre de psaumes ayant pour titre *The whole book of Psalmes faithfully translated unto English metre* et ordinairement désigné sous le nom de *Bay Psalm Book*. Quant à la Nouvelle-France, il n'existe aucune trace de l'art de Gutenberg en ce pays sous le régime français et l'assertion de Kalm ne peut reposer que sur la foi d'une déclaration quelconque ou sur une conjecture imprécise.

Une hypothèse de même nature nous est fournie par l'éminent collectionneur Philéas Gagnon au premier volume de son *Essai de Bibliographie Canadienne* imprimé pour l'auteur par A. Côté & Cie en 1895, où il tente d'établir que deux mandements auraient été imprimés par Mgr de Pontbriand, l'un à Québec au mois d'avril 1759 et l'autre à Montréal en date du 28 octobre de la même année, sur une petite presse qui lui aurait été donnée par le roi de France.

Pour établir cet avancé, Gagnon publie la teneur du premier mandement et un *fac-simile* du second en nous disant qu'il les a découverts, après de nombreuses recherches, dans les dernières semaines de l'année 1887 après avoir appris leur existence en lisant un cahier de notes de l'érudit curé Bois à Maskinongé. Sa dissertation nous laisse assez sceptique, d'autant plus que la typographie du *fac-simile* qu'il reproduit nous semble être de date relativement récente et qu'il ne reproduit pas la *signature* de l'évêque ni celle de son secrétaire Hubert mais simplement *leurs noms en caractères d'imprimerie* avec l'indication « *Ainsi signé* » vis-à-vis le nom de l'évêque et la mention « *Et plus bas, par Monseigneur* » au-dessus du nom de son secrétaire; toutes ces choses indiquent suffisamment que cet imprimé n'est qu'une copie du manuscrit original et qu'elle aurait été reproduite beaucoup plus tard.

Cette supercherie, si c'en est une, nous remet en mémoire la découverte qu'un certain vicaire de la paroisse du Sault-au-Récollet prétendait avoir faite, il y a quelques années, d'un écrit autographe de Champlain placé par ce dernier dans une bouteille cachée à la fourche d'un arbre en 1615, lors de son passage à cet endroit en remontant la

rivière des Prairies pour se rendre « aux pays d'en haut », et que le bon abbé aurait eu la veine d'y découvrir en grim pant à l'arbre « *par hasard* » au moyen d'une échelle. Un *grand* journal de Montréal avait annoncé cette nouvelle sensationnelle à grands renforts de réclame et de photographies, mais on ne tarda pas à constater que le papier du « précieux » document était de fabrication récente et l'encre de l'écriture à base d'aniline, en même temps que l'arbre en question devait à peine être centenaire !

* * *

Cette dissertation sur l'ancienneté de l'imprimerie au Canada nous conduit au régime anglais et c'est la ville de Halifax, en Nouvelle-Ecosse, qui peut réclamer l'honneur de sa priorité.

Il n'entre pas dans le cadre de cet article de raconter les luttes incessantes de l'Angleterre avec la France pour la conquête et la défense de l'Acadie qui passa finalement à la Couronne britannique avec des délimitations plus ou moins boiteuses qui en ont été établies par les traités d'Utrecht (1713) et d'Aix-la-Chapelle (1748). Bornons-nous à rappeler le fait que ce sont les relations d'affaires entre commerçants et industriels de Boston et d'Halifax, fraternisant alors comme étant également sujets de la Couronne britannique, qui ont déterminé l'imprimeur Bartholomew Green jr. à transporter son établissement de Boston dans cette dernière ville en 1751. Malheureusement, il y mourait à peine cinq semaines après son arrivée, mais son ancien associé, John Bushell, vint recueillir sa succession en vue de réaliser son projet.

Dès le mois de janvier 1752, Bushell fondait la *Halifax Gazette*, pionnier du journalisme canadien; outre les circulaires, réclames et autres travaux d'importance mineure, le patronage du gouvernement lui permettait de publier, au mois de décembre suivant, *An Act for the Relief of Debtors with respect to the Imprisonment of their persons*, et, l'année suivante (1753), *Treaty or Articles of Peace between His Excellency Peregrine Thomas Hopson, Esq. Captain General and*

Governor in chief, etc. and Major Jean-Baptiste Cope, Chief Sachem of the Tribe of Mickmack Indians. Ce sont les deux premières brochures imprimées au Canada.

Puis vint la kyrielle des *Lois, Ordonnances, Proclamations* et autres commandes officielles qui font couler périodiquement les ondes d'un Pactole bienfaisant sur les plates-bandes d'un Imprimeur du Roi, surtout à partir de la première session de la Législature qui s'ouvrit le 2 octobre 1758.

Mais le malheureux John Bushell avait un culte encore plus prononcé pour Bacchus que pour l'art de Gutenberg et il terminait lamentablement sa carrière en 1761, laissant à son employé, Anthony Henry, le soin de continuer son oeuvre. Celui-ci sut en faire un véritable succès au cours d'une carrière active de quarante ans, en ajoutant une solide clientèle privée à celle du gouvernement et en prenant lui-même des initiatives d'éditions, telles que la série de ses *Nova Scotia Calenders* depuis 1769 à 1801, avec deux seules interruptions (en 1779 et 1781), en publiant même une série en langue allemande (de l'année 1788 à 1797 avec deux interruptions en 1795 et 1796), des livres de prières, sermons et autres commandes particulières.

Cependant, la guerre d'Indépendance des Etats-Unis ayant forcé les Loyalistes anglais à s'expatrier, Henry eut bientôt à subir la concurrence de redoutables rivaux. Le plus important d'entre eux fut John Howe qui lui succédait dans la charge d'Imprimeur du Roi en 1801 et terminait une carrière fructueuse en 1835, laissant à son fils Joseph Howe le soin de continuer son oeuvre. Outre l'exercice de son art typographique, celui-ci prit une part active à la conduite des affaires publiques, se fit le champion de la lutte pour la responsabilité ministérielle dans sa province, fut élu à la députation pendant de longues années, reçut le portefeuille du secrétariat provincial et devint finalement Premier Ministre de sa province. Tout d'abord hostile à la Confédération canadienne, il se convertit à sa doctrine par la suite, fut appelé par sir John A. Macdonald à faire partie de son ca-

binet et mourut dans l'exercice de la charge de lieutenant-gouverneur de sa province quelques semaines seulement après son assermentation.

Parmi les auteurs qui ont illustré la littérature de cette partie de notre pays, il y a lieu de placer au premier rang le juge Thomas C. Haliburton qui fit imprimer chez Joseph Howe, à Halifax, en 1829, *An historical and statistical account of Nova-Scotia* et qui se révéla plus tard humoriste à grand succès en publiant, sous le pseudonyme de "Sam Slick", *The Clockmaker or the Savings and Doings of Samuel Slick of Slickville, Bubbles from Canada, The Attaché or Sam Slick in England, The Letter-bag of the Great Western or life in a Steamer, Sam Slick's wise saws and modern instances or what he said or invented* et nombre d'autres oeuvres légères. D'autre part, la touchante histoire du peuple d'Acadie a été mise à jour par Edouard Richard qui l'écrivit en anglais et la fit publier à New-York et Montréal en 1895 sous le titre de *Acadia, Missing links of a lost chapter in American history, by an Acadian, ex-Member of the House of Commons of Canada*.

* * *

Le Nouveau-Brunswick faisait partie de la Nouvelle-Ecosse jusqu'en 1784 alors qu'il en fut détaché pour former une province distincte par proclamation du 22 novembre de cette année, instituant Thomas Carleton gouverneur en chef de son territoire. Deux établissements jumeaux s'étaient groupés à l'embouchure de la rivière Saint-Jean vers 1764, l'un connu sous le nom de Carleton et l'autre sous celui de Parr-town en l'honneur de John Parr, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, lorsque l'arrivée de 12,000 Loyalistes émigrés des Etats-Unis à la suite du traité de Versailles (1783) reconnaissant l'indépendance de cette nouvelle Puissance, réunit ces deux établissements et leur donna une impulsion puissante sous le nom de Saint-John, N. B.

Le premier journal de la nouvelle province avait été fondé par deux imprimeurs loyalistes venus des Etats-Unis, William Lewis et John Ryan, le 18 décembre 1783 sous le nom de *The Royal St. John's Gazette and Nova-Scotia Intelligencer* qui fut changé, après le deta-

chement de la nouvelle province, en celui de *The Saint John Gazette and Weekly Advertiser*. Ce furent eux qui imprimèrent à Parr-town, en 1784, la proclamation royale qui détachait le Nouveau-Brunswick de la Nouvelle-Ecosse et, en 1785, la Charte qui réunissait Carleton et Parr-town en une seule ville sous le nom de City of Saint John; mais les deux associés, s'étant permis de critiquer le nouveau gouvernement dans leur journal à l'occasion des octrois de terres aux Loyalistes, furent arrêtés et condamnés à £20 d'amende et £100 de cautionnement, à la suite de quoi Lewis se retira pour aller vivre en paix aux Etats-Unis, et Ryan assagi resta seul propriétaire du journal.

Il avait cependant un concurrent en la personne de Christopher Sower (troisième de ce nom) qui venait d'être nommé Imprimeur du Roi et Assistant-Ministre des postes du Nouveau-Brunswick et qui fondait également à Saint-Jean, le 11 octobre 1785, *The Royal Gazette and the New-Brunswick Advertiser*. Ces deux rivaux se firent une lutte acharnée dans l'exercice de leur industrie. Bien que Sower parût avoir l'avantage en raison de sa charge d'imprimeur du Roi, Ryan parvint en 1787 à lui enlever le contrat d'impression du *Journal* de l'Assemblée législative et même celui de l'année suivante, ainsi que les *Lois et Statuts* de cette même année (1788) en dépit des protestations de Sower invoquant le fait qu'il avait reçu une commission de Sa Majesté George III en date du 8 avril 1785 l'instituant « *our Printer within.... New-Brunswick.... for the printing of all such Books, Statues (sic) Proclamations and other acts of government, the Printing whereof appertains to the office of our Printer within Great Britain* ».

La ville de Fredericton fut appelée à devenir la capitale de la nouvelle province en 1785 mais ce choix ne fut pas suffisant pour déplacer les marchands et autres gens d'affaires établis à Saint-Jean, de sorte que l'Imprimeur du Roi et même le gouverneur et son personnel devaient se déplacer d'une ville à l'autre pour vaquer à leurs fonctions durant les sessions de la Législature. Sower se rendit à cette nécessité et son premier recueil de *Lois* faisant mention de Fre-

derickton comme lieu d'impression porte la date de 1792 et le dernier fut celui de 1798.⁽¹⁰⁾ Entre temps, il avait lancé *An Astronomical Diary or Almanack* en 1786 et semble s'être entendu avec Ryan pour la publication d'un autre sous le titre de *The British American Almanack* en 1792 alors que celui de 1790 porte le nom de Ryan seul et que celui de 1791 (dont le seul exemplaire connu est incomplet) semble avoir été publié par Sower. Evidemment miné par la maladie, Sower démissionnait de la charge d'Imprimeur du Roi le 19 mars 1799, vendait son journal *The Royal Gazette* à son concurrent et se retirait chez son frère Samuel à Baltimore où il était frappé d'apoplexie le 2 juillet de la même année.

Ryan continua la publication de la *Royal Gazette*, vendit sa *Saint John Gazette* à son beau-frère Jacob S. Mott le 29 mars 1799 et succéda à Sower dans la charge d'Imprimeur du Roi qu'il conserva jusqu'en 1807 alors qu'il se retirait à son tour pour aller s'établir à Terre-neuve, dont il devint le premier imprimeur, tandis que Mott achetait la *Royal Gazette*, discontinuait la publication de la *Saint John Gazette* et devenait Imprimeur du Roi en 1808.

* * *

L'Île du Prince-Edouard fut érigée en province distincte sous le nom d'Île Saint-Jean le 28 juin 1769 et le capitaine Walter Patterson en reçut la commission de gouverneur en chef le 4 août suivant mais n'entra en fonctions que le 19 septembre 1770 avec Thomas Des Brisay comme lieutenant-gouverneur.

Ce ne fut cependant qu'à l'intronisation de Edmund Fanning dans cette fonction, en 1786, qu'on invita un imprimeur à s'établir dans Charlottetown, capitale de la minuscule province, pour y publier un journal et imprimer les actes officiels du gouvernement. Les frères James et Alexander Robertson avaient fondé à New-York, le 16

(10) En parlant de Fredericton, notons le fait que c'est dans cette ville et à cette époque que naquit, en 1796, Julia Catherine Beckwith, qui écrivit et publia à Kingston, en 1824, le premier roman canadien sous le titre de *St Ursula's Convent* dont nous parlerons dans la bibliographie d'Ontario.

janvier 1777, un journal semi-hebdomadaire sous le nom de *The Royal American Gazette* qu'ils y publièrent jusqu'au 31 juillet 1783 (Vol. 9, No. 604) mais, Loyalistes intransigeants, ils décidèrent de s'expatrier après que la signature du traité de Versailles eut reconnu l'Indépendance des Etats-Unis et s'établirent à Shelburne, petite ville athénienne de la Nouvelle-Ecosse où le numéro suivant (Vol. 9, No. 605) de leur journal continua de paraître le 8 septembre 1783. Alexander Robertson mourait en 1784 et James continua seul la publication de son journal avec quelques soubresauts lorsque le lieutenant-gouverneur Fanning lui proposa de s'établir à Charlottetown avec la clientèle du gouvernement, chose qu'il s'empressa d'accepter.

Ainsi, la vieille *Gazette* de New-York, transplantée dans le vigoureux sol canadien à Shelburne et stimulée par l'eau de jouvence du gouvernement de l'Île du Prince-Edouard, recommençait une vie nouvelle à Charlottetown le 15 septembre 1787 sous le titre de *The Royal American Gazette and weekly Intelligencer of the Island of Saint-John* (Vol. 1 No. 1) *Charlottetown, Printed by James Robertson*. En dépit des vitamines du gouvernement, ce journal mourait d'inanition en 1790 et un autre venait tenter de recueillir sa succession sous le nom de *The Royal Gazette and Miscellany of the Island of Saint-John* publié par William A. Rind, dont le premier numéro parut le 15 juillet 1791, mais qui disparut l'année suivante.⁽¹¹⁾

Ces deux imprimeurs ne semblent pas avoir reçu du public de l'île l'encouragement sur lequel ils comptaient. Robertson publia le premier volume des *Lois* de cette province en 1789 mais comme il ne recevait qu'un maigre salaire de £60 par année à titre d'Imprimeur du Roi, il fut nommé Shérif et Député Maître de Poste sans que les émoluments de ces ronflantes fonctions pussent lui permettre de fai-

(11) Nous devons à l'excellent volume d'Aegidius Fauteux, *The Introduction of Printing into Canada*, publié par la Compagnie de Papeterie Rolland à Montréal en 1930 une notable partie de ces renseignements sur les débuts du journalisme dans les Provinces Maritimes et nous nous empressons de lui en rendre grâce. Des précisions supplémentaires nous sont en outre fournies par Marie Tremaine dans son savant ouvrage *A Bibliography of Canadian Imprints, 1751-1800*, publié par The University of Toronto Press, à Toronto, en 1952.

re vivre sa famille; il se rendit à Québec au printemps de 1789, puis à Edinburgh où il s'établit comme imprimeur et libraire. Rind lui succéda dans la charge d'Imprimeur du Roi mais ne réussit pas mieux; il tenta de publier un *Almanack* et reçut si peu d'encouragement que le 25 février 1792 il écrivait amèrement dans son journal : « *In another Country, an Almanack is generally an Article of great Emolument to the Printer, and reputed Advantage to the Public. In this, it has not met with such Encouragement from the Community as to make it an object worthy of Publication in the usual way* ». Aussi abandonnait-il la partie à son tour pour se rendre en Virginie, son pays d'origine, où il fondait le *Virginia Federalist* en 1799.

Quelque temps avant son départ, il avait initié son jeune neveu James Douglas Bagnall aux secrets de l'art typographique; aussi celui-ci put-il devenir Imprimeur du Roi en 1805, à l'âge de vingt ans, mais il devait s'écouler de nombreuses années avant que l'imprimerie devînt vraiment florissante dans l'île du Prince-Edouard.

* * *

Pendant deux siècles, les conflits incessants des Puissances européennes eurent de profondes répercussions en Amérique. La Nouvelle-France fut amputée de son beau domaine d'Acadie au profit de l'Angleterre et celle-ci prétendait même étendre jusqu'au fleuve Saint-Laurent les bornes occidentales, en même temps que septentrionales, de ses Etats de la Nouvelle-Angleterre. Le Canada, découvert, parcouru, évangélisé, fortifié et couvert d'établissements par la France à la suite de nombreux traités avec les Indiens aborigènes, s'étendait jusqu'aux Montagnes Rocheuses, au fleuve Mississipi et au golfe du Mexique, mais la bataille des Plaines d'Abraham (1759), la capitulation de Montréal (1760), le traité de Paris (1763) la dépossédèrent pratiquement de son immense domaine d'Amérique.

A peine cet héritage de la moitié d'un continent était-il officiellement et définitivement acquis à la Couronne britannique par le traité de 1763, que deux jeunes imprimeurs du nom de William Brown et

Thomas Gilmore, employés à l'atelier de Dunlap à Philadelphie, formèrent le projet de s'établir à leur compte dans ce pays nouvellement ouvert à l'activité anglo-saxonne. Ils firent un acte d'association à cet effet, mirent leurs épargnes en commun au chiffre de £72 chacun pour se procurer une presse et du matériel d'imprimerie, Gilmore se rendit en Angleterre afin d'y faire les achats nécessaires et Brown partit pour Québec, à cheval, avec ses bagages. Dès son arrivée dans cette ville, il s'employa à recueillir des abonnements au journal bilingue que la firme Brown et Gilmore se proposait de fonder incessamment. Il réussit à inscrire 140 souscripteurs et le premier numéro de la *Gazette de Québec* parut le 21 juin 1764.

Ce pionnier du journalisme québécois a fourni une carrière honorable de cent dix ans, mais on comprend facilement qu'avec une aussi modeste liste d'abonnés il fallait à ses imprimeurs l'apport habituel des circulaires commerciales, factures, calendriers et autres commandes courantes, mais surtout la clientèle officielle du gouvernement avec la publication de ses *Lois* et *Ordonnances* afin de boucler le budget. L'impression de commandes particulières du dehors vint bientôt s'y ajouter; le « journal » des opérations de Brown et Gilmore (qu'on peut voir aux Archives Canadiennes d'Ottawa) nous signale en effet l'impression d'une brochure anglaise de 15 pages connue sous le nom de *Presentment of the Grand Juries* signée par James Johnston, président de ce corps important, et vingt-et-une autres personnes à l'effet d'écarter les catholiques romains et les officiers de l'armée des charges publiques et autres questions politiques.⁽¹²⁾ D'autre part, cette brochure aurait en même temps été produite en langue française et l'Université Laval possède le seul exemplaire connu; il porte le titre suivant : *A La Première Cour de Séance de Quartier de la Paix Tenue à Québec en Octobre 1764. La charge d'instruction donnée par le respectable Président aux grands Jurés.* Cette version française contient 19 pages et porte à la fin l'inscription suivante : *A Québec, le 22 de Octobre 1764.*

(12) Marie Tremaine en a retracé deux exemplaires dont un à la Massachusetts Historical Society et l'autre à l'Université de Yale.

Viennent ensuite, par ordre d'importance et de dates, le *Catéchisme du Diocèse de Sens*, publié en 1765 et qui a longtemps passé pour être le premier livre imprimé au Canada, une seconde édition qui en fut imprimée l'année suivante, puis une publication du fameux *Acte du Timbre* qui devait provoquer la Révolte des Colonies de la Nouvelle-Angleterre et ultérieurement leur déclaration d'Indépendance.

C'est l'année 1767 qui ouvre cependant l'ère de prospérité de la firme Brown et Gilmore avec la commande officielle des *Ordonnances* du gouverneur et du Conseil en un volume in-folio de 81 pages suivie du premier livre publié exclusivement en langue anglaise au Bas-Canada, *The Trial of Daniel Disney, Esq.* qui relate le procès de ce capitaine de l'armée anglaise sur une accusation de « félonie et mutilation » au préjudice du juge Thomas Walker dont l'attitude n'était pas sympathique à la caste militaire.⁽¹³⁾ Nos jeunes imprimeurs se risquèrent même à entreprendre la publication d'un manuel de prières écrit en langue montagnaise par le Père Labrosse, missionnaire chez les Indiens de cette nation, ayant pour titre : *Nehiro Iriniui aiamihe Massinahigan*, portant au bas de la page l'indication du lieu et de la date d'impression avec le nom des imprimeurs comme suit : *labistiguiatsh (Québec) : Massinahitsetuau, Broun Gaie Girmor, 1767.*

L'art typographique était-il chargé d'un maléfice au détriment de nos pionniers de l'imprimerie canadienne? On pourrait le croire en constatant qu'à la suite de John Bushell à Halifax, Thomas Gilmore à Québec devint ivrogne avéré et même encombrant pour son associé dans les dernières années de sa vie. Il mourut en 1772 et Brown continua les affaires avec ses héritiers pendant deux ans mais c'est après s'être libéré d'eux qu'il enregistra véritablement ses succès. Outre les *Oeuvres Juridiques* de François-Joseph Cugnet, publiées en quatre volumes en 1775, les *Thèses de mathématiques* du séminaire

(13) Le marchand et juge de paix Walker avait été assailli et cruellement battu chez lui par des bandits masqués, à Montréal, dans la soirée du 6 décembre 1764; on lui avait même coupé une oreille. Disney fut acquitté, mais cet incident eut des répercussions dans le rappel du gouverneur général Murray.

de Québec en 1775, la *Direction pour la guérison du mal de la Baie Saint-Paul* par le chirurgien Badelard en 1785, le *Psautier de David* la même année et nombre d'autres moins importants, c'est à lui que nous devons la fondation des fameux *Almanachs de Québec* qu'il inaugurerait en 1780 et dont la série fut continuée par ses neveux et successeurs Samuel et John Neilson jusqu'en 1842, avec trois seules interruptions (1781, 1790 et 1793).

Brown et Gilmore avaient cependant inauguré plus modestement, au mois de janvier 1765, une série dénommée par eux *Almanach de Cabinet*, consistant en une seule feuille grand format qu'ils vendaient au prix de 9 sols l'unité ou 6 shillings par douzaine. Cette série fut interrompue en 1766, faute d'encouragement suffisant, mais reprise en 1767 et continuée jusqu'à 1769, après quoi elle fut reprise sous le nom de *Calendrier de Cabinet* en 1770 jusqu'à 1789 inclusivement, puis continuée par les Neilson de 1790 à 1801. Dans l'intervalle, ils en ont même publié une série en langue indienne montagnaise pour les années 1769 à 1772. On n'a cependant retrouvé que quelques exemplaires isolés et jaunis de ces pionniers de l'imprimerie québécoise.

Tous les exemplaires des livres que nous venons de signaler sont d'extrême rareté; on les désigne sous le nom d'*incunables canadiens* par étymologie du mot latin *incunabulum* qui signifie « berceau » parce qu'ils se rapportent à l'enfance de l'imprimerie et l'on applique cette appellation générale, en autant qu'il s'agit d'ouvrages canadiens, à tous ceux qui ont été imprimés en notre pays jusqu'à l'année 1820, tandis qu'en Europe on désigne sous le nom d'*incunables*, ceux qui ont été publiés avant l'année 1500.

Les causes de leur disparition sont multiples : tirages limités, incendie, déchirure, incurie, ignorance, etc. Le *Catéchisme de Sens* et le *Nehiro Iriniui* ont été tirés à 2000 exemplaires chacun et cependant on n'en connaît qu'une survivance de cinq ou six. J'ai pu m'en procurer un de chacun (édition de 1766 pour le *Catéchisme*), ainsi que des quatre *Traités* de Cugnet, d'une *Thèse de Mathématiques*, de

trois *Ordonnances*, de trente-sept *Almanachs de Québec* et autres raretés semblables dont la possession plonge un bibliophile dans l'exultation.

Sur la fin de sa carrière, Brown eut à subir la concurrence d'un rival en la personne de William Moore qui fondait la *Nouvelle Imprimerie* et lançait, tambour battant, deux journaux différents à une semaine d'intervalle les 17 et 24 novembre 1788; c'étaient, en langue française, le *Courrier de Québec* qui s'éteignit avec son troisième numéro et, en langue anglaise, *The Quebec Herald and Universal Miscellany*, publié tous les lundis, mais qui laissait de côté le mot « Québec » dès son deuxième numéro et qui, après un an, changeait son titre en celui de *Herald Miscellany and Advertiser*. Il s'avisa alors d'en publier deux éditions concurrentes : celle du Lundi qui continuait sous le numéro 1 du II^{ème} volume en date du 23 novembre 1789 et durait ainsi jusqu'au 23 juillet 1792 (No. 36 du Vol. IV) tandis que l'édition du Jeudi commençait le 26 novembre 1789 (Vol. I No. 1) et se terminait le 19 mai 1791 avec le No. 26 du Vol. II. Cette originalité d'un éditeur qui publie concurremment deux journaux hebdomadaires qui lui appartiennent, avec le même titre, mais possédant chacun sa personnalité distinctive par son jour de la semaine avec sa date et son numérotage distincts, est sans doute unique dans l'histoire du journalisme; c'est ce qui a probablement dérouté les bibliographes les plus avertis, vu que les rares exemplaires qu'ils en ont vus étaient reliés en volumes séparés, alors que plusieurs ont paru même ignorer l'existence de l'édition du Jeudi.

Fauteux⁽¹⁴⁾ déclare ignorer quand ce journal a cessé de paraître en disant que quelques bibliophiles sont d'avis qu'il a continué jusqu'en 1794 mais que c'est peu probable vu que, le 4 juin 1793, tous les biens de Moore étaient saisis par huissier pour défaut de paiement du loyer de sa mansarde au chiffre énorme de \$6.00 par année et qu'on n'entendit plus parler de lui par la suite. D'autre part, Ma-

(14) (Loc. cit. p. 78).

rie Tremaine⁽¹⁵⁾ prétend qu'une édition du « Monday Paper » a paru le 11 février 1795 parce qu'on le cite dans la *Gazette de Québec* du 21 février 1793 et dans la *Gazette de Montréal* du 7 mars 1793, bien qu'on n'en ait vu aucun exemplaire. Le chiffre « 1795 » est évidemment une faute d'impression.

Quoi qu'il en soit, je faisais une visite de bouquinier à l'importante librairie d'*Americana* et *Canadiana* d'Henry Stevens, Son and Stiles à Londres, en 1927, lorsque je découvris une collection des deux éditions du Lundi et du Jeudi de cet oiseau rare, comprenant cinq volumes (3 du Lundi et 2 du Jeudi) reliés en trois, qui me causèrent aussitôt une palpitation du coeur, car ils m'apportaient évidemment la solution d'un problème bibliographique canadien qu'aucune de nos bibliothèques, ni celle des Archives d'Ottawa, ni celle de l'Université Laval, ni celles de Montréal et de Toronto n'avaient pu résoudre. Je n'hésitai pas à m'en rendre acquéreur en dépit de la forte somme exigée et je reprenais le bateau du retour avec mon trésor, rempli de joie à la conviction d'avoir réintégré dans mon pays un héritage qui lui appartenait. Lorsque je décidai de vendre mes « raretés » par l'entremise de la Librairie Ducharme en 1950 et 1951, afin d'en faire profiter ceux qui sauraient les apprécier, je fus heureux de constater que la Bibliothèque Municipale de Montréal en avait fait l'acquisition afin d'en enrichir sa « Collection Gagnon ». Le détail en est consigné au No. 2 de mon catalogue de vente en date de septembre 1950.

Mais... pour « revenir à nos moutons », qui « dans l'espèce » (comme on dit si élégamment au Palais) sont des imprimeurs, nous trouvons que Brown mourut en 1789, laissant une jolie fortune dont un de ses neveux, Samuel Neilson, fils de sa soeur Isabel Brown-Neilson qui demeurait alors en Ecosse, vint prendre possession à titre de légataire et continua les affaires de l'imprimerie. Il décédait à son tour quatre ans plus tard et sa succession était recueillie par son frère John alors âgé de dix-sept ans, qui continua les affaires de l'imprimerie avec l'aide de son tuteur, le révérend Alexander Spark, jusqu'à

(15) (Loc. cit. p. 641).

sa majorité en 1796 alors qu'il partit seul en plein vol. John Neilson est une des belles figures de l'histoire canadienne; outre la conduite de son imprimerie avec une maîtrise admirable pendant un demi-siècle, il prit une part active aux affaires publiques de son pays, en même temps que son collègue en imprimerie et en politique Joseph Howe que nous avons signalé en Nouvelle-Ecosse; il fut élu à l'Assemblée Législative, délégué en Angleterre pour la revendication des droits du peuple et se dévoua à de nombreuses oeuvres sociales et charitables. Il a publié un nombre important d'ouvrages de toutes sortes, en langues française et anglaise, pendant les cinquante années d'exercice de son art et laissé de précieux mémoires qu'on peut consulter aujourd'hui aux Archives Nationales d'Ottawa; mais il eut à subir la concurrence de William Vondenvelden et de Pierre-Edouard Desbarats qui s'étaient tour à tour succédé dans l'acquisition de la Nouvelle Imprimerie de Moore et qui avaient bénéficié de la clientèle du Gouvernement.

* * *

L'espace étant mesuré à chaque collaborateur du *Cahier des Dix*, il nous faut suspendre ici nos *Propos de Bibliophile* pour le présent Cahier.

Comme il nous reste à évoquer des « Propos » qui nous semblent intéressants sur les origines et le développement de l'imprimerie à Montréal, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest canadien, nous continuerons cet entretien au prochain Cahier.... si toutefois la Providence veut bien accueillir avec indulgence cette « suite au prochain numéro ».

A handwritten signature in dark ink, reading "Victor Morin". The signature is written in a cursive, flowing style with a long horizontal stroke at the end.